

SÉGOLÈNE ROYAL
PRÉSIDENTE DE LA COP



PIYUSH GOYAL
MINISTRE DE L'ÉNERGIE, DU CHARBON
ET DES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENOUEVABLES

*Événements du 20 au 22 avril 2016
au siège des Nations unies à New York*

ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE



CHIFFRES CLÉS

L'Alliance solaire internationale
vise à rassembler les

121 pays

dont le territoire est situé en totalité
ou en partie entre les deux tropiques,
avec les taux d'ensoleillement qui permettent
théoriquement un prix d'énergie solaire
le plus bas.

Les pays de l'Alliance solaire sont
en très grande majorité des pays
en développement.

20 %

de la population de ces pays n'a pas accès
à l'électricité.

Ils représentent par ailleurs :

- **73%** de la population mondiale ;
- **36%** du PIB mondial ;
- **55%** de la consommation électrique mondiale ;
- seulement **23%** de la capacité solaire installée (et **3%** si l'on exclut Chine, Inde et Australie).

Les financements requis
pour le développement des projets
d'énergie solaire représentent
un investissement global de

**1000 milliards
de dollars**

*D'un point de vue politique, l'Alliance solaire
est encore en phase de formation et aucun
processus d'adhésion formelle n'a eu lieu.*

80 pays ont participé à l'événement
de lancement le 30 novembre à Paris.
Un groupe plus restreint d'environ **35** pays
a participé aux deux réunions du comité
de pilotage qui se sont tenues depuis.

L'Inde,

fondatrice de l'Alliance solaire internationale
prévoit une production de

100 GW

d'ici 2020 et de

1000 GW

d'ici 2030.



CE QUI A ÉTÉ FAIT

depuis le 30 novembre 2015

La France et l'Inde ont coprésidé les deux premiers comités de pilotage (International Steering Committee) de l'Alliance solaire.

Ils se sont déroulés :

- le 1^{er} décembre 2015 à Paris ;
- le 17 janvier 2016 à Abu Dhabi.

Un troisième comité de pilotage est prévu le 21 avril à New York.

Le rôle du comité de pilotage est de prendre les décisions relatives à la constitution de l'Alliance solaire et de maintenir informé l'ensemble des pays intéressés par l'initiative.

L'ÉVÉNEMENT

Alliance solaire internationale du 22 avril 2016

Le 22 avril 2016, en marge de la cérémonie de signature de l'Accord de Paris au siège des Nations unies, Ségolène Royal, présidente de la COP et Piyush Goyal, ministre indien de l'Énergie, du Charbon et des Énergies nouvelles et renouvelables, organisent un événement de haut niveau dédié au déploiement massif du solaire dans les pays du Sud.

Avec cet événement, une nouvelle étape va être franchie dans la constitution de l'Alliance solaire internationale et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.

Il s'agira :

- de clarifier le concept et les principes fondamentaux de l'Alliance, au-delà de ce qui était contenu dans la Déclaration de Paris ;
- de promouvoir le lancement de deux premiers programmes opérationnels de l'Alliance, élaborés conjointement par la France et l'Inde, afin de mettre en œuvre des solutions concrètes.

Des pays stratégiques témoigneront de leur implication dans ces programmes et pourront ainsi en assurer la promotion auprès d'autres pays.

La mise en œuvre de l'Alliance solaire internationale

- Les financements et la réduction du coût du capital.
 - Les applications solaires décentralisées.

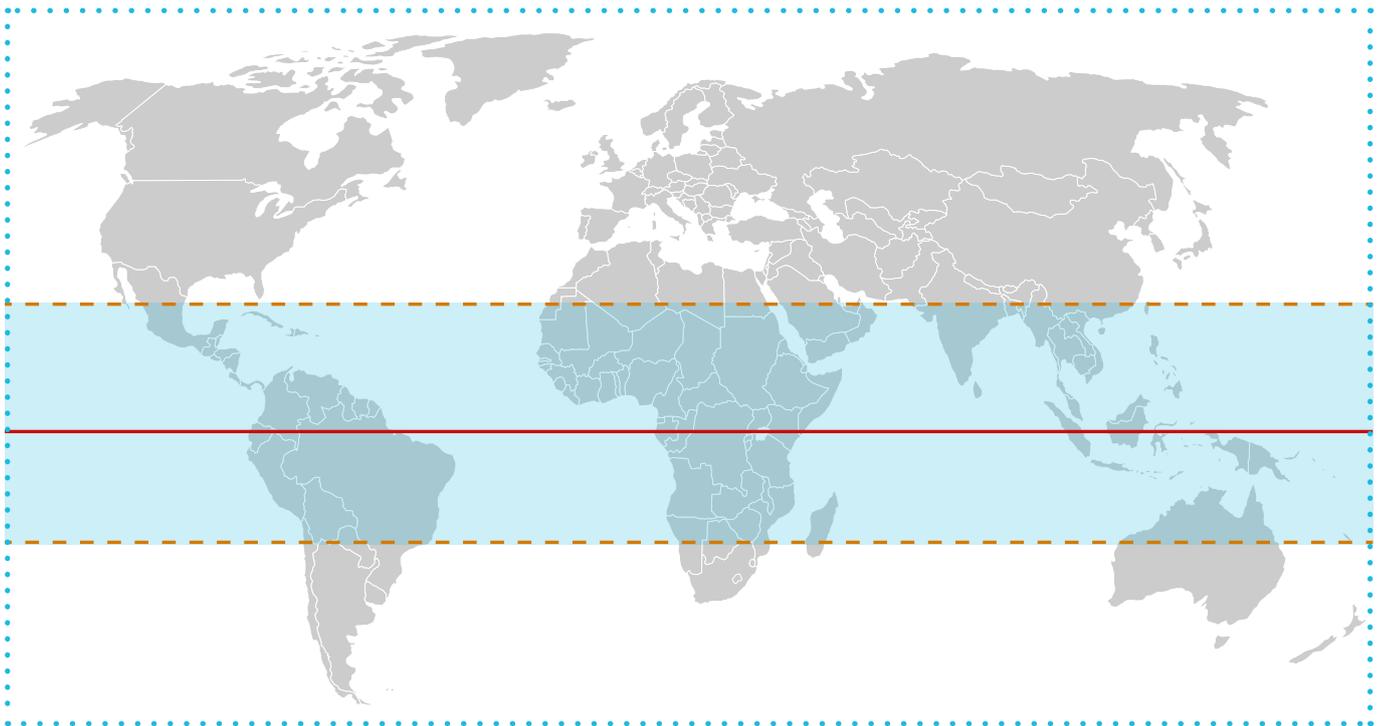


QUI PARTICIPE

à l'Alliance solaire internationale ?

Une coalition de 121 pays

L'Alliance solaire internationale a vocation à devenir une plate-forme de coopération pour les pays développés disposant de technologies dans le solaire et les pays en voie de développement situés entre les tropiques du Cancer et du Capricorne souhaitant développer leur potentiel dans ce secteur.



Cette plate-forme prévoit de réunir tous les acteurs intéressés par le solaire (organisations bilatérales, multilatérales, entreprises, industriels, société civile), qui s'organisent pour apporter leur contribution aux objectifs fixés.

Parmi les pays les plus impliqués on peut noter : le Ghana, le Nigéria, le Chili, le Pérou, le Brésil, le Bangladesh, l'Indonésie, le Vietnam, Madagascar ou encore les Maldives.



L'ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE, *c'est quoi ?*

Le lancement de l'Alliance

L'Alliance solaire internationale est une initiative lancée le 30 novembre 2015 par le Premier ministre indien Narendra Modi et le Président de la République française, François Hollande, en marge de l'ouverture de la COP21 à Paris.

Ce projet s'inscrit dans un contexte où le développement des énergies renouvelables est un des moyens les plus évidents de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'énergie solaire est la plus abondante des énergies renouvelables dans les pays du Sud, mais les technologies et les financements y sont encore insuffisants.

L'objectif de l'Alliance

L'objectif est de tirer parti de la similitude des défis rencontrés par des régions parfois géographiquement éloignées, mais qui, réunies au sein d'une Alliance, pourront peser d'un poids nouveau. Elle vise à mieux harmoniser la demande en matière d'énergie solaire (investissements, technologies, recherche et développement) des 121 pays à fort potentiel solaire situés en partie ou en totalité entre les deux tropiques.

Les pays signataires s'engagent à faire des efforts conjoints par des politiques innovantes, des programmes-projets, des mesures de renforcement des capacités et des instruments financiers.



DÉCLARATION

à l'occasion du lancement de l'Alliance solaire internationale

Reconnaissant que le développement durable, l'accès universel à l'énergie et la sécurité énergétique sont déterminants pour une prospérité partagée et l'avenir de notre planète, et reconnaissant que les énergies propres et renouvelables doivent être mises à la disposition de tous à un coût abordable, nous, gouvernements des pays énumérés ci-dessous, déclarons par la présente notre intention de soutenir la proposition de l'Inde, provisoirement intitulée Alliance solaire internationale, qui sera une plate-forme commune de coopération entre les pays riches en ressources solaires situés totalement ou partiellement entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

Unis par la volonté commune de mettre les énergies propres et renouvelables à la portée de tous, à un coût abordable, nous proclamons notre intention d'adhérer à l'alliance solaire internationale en tant que membres fondateurs afin d'assurer la promotion d'une énergie verte, propre et durable et de tirer parti des bienfaits du soleil à cet effet.

Nous partageons l'ambition collective d'entreprendre des efforts innovants et concertés afin de réduire le coût du financement et le coût technologique du déploiement immédiat d'installations solaires concurrentielles dans l'ensemble de nos pays et d'ouvrir la voie aux technologies de production, de stockage et de fabrication de biens reposant sur l'énergie solaire, qui soient adaptées aux besoins spécifiques de nos pays.

Unis dans notre objectif d'augmenter de manière significative la production d'électricité solaire dans nos pays, nous entendons déployer des efforts conjoints grâce à des politiques innovantes, des programmes-projets, des mesures de renforcement des capacités et des instruments financiers pour mobiliser une grande part des 1000 milliards de dollars d'investissements nécessaires d'ici 2030 à l'échelle mondiale afin de mettre en œuvre le déploiement massif d'une énergie solaire à un coût abordable qui soit compatible avec les contributions prévues déterminées au niveau national et qui entraîne le développement et la prospérité pour notre peuple, en tenant compte du fait qu'un coût de financement réduit permettrait aux pays de revoir à la hausse leurs objectifs.

Nous soussignés entendons travailler ensemble sur le rôle des normes, la facilitation de l'évaluation des ressources et le soutien aux installations de recherche et développement et de démonstration, afin d'encourager les applications innovantes, à un coût abordable, des technologies solaires.

Désireux de créer l'Alliance solaire internationale sous la forme d'un mécanisme efficace de coopération internationale, nous décidons de mettre en place un Comité international de pilotage, ouvert aux pays intéressés, qui fournira les orientations, les instructions et les conseils nécessaires à l'établissement de l'alliance.





Ministre de l'Énergie, du Charbon
et des Énergies nouvelles
et renouvelables



Ministre de l'Environnement, de
l'Énergie et de la Mer, en charge des
relations internationales sur le climat
Présidente de la COP-21

Madame, Monsieur le Ministre,

Nous remercions tous les pays membres potentiels de l'Alliance Solaire Internationale (ASI) pour leur soutien lors de l'événement de lancement de l'ASI le 30 novembre 2015 en marge de la COP21, suite à l'invitation conjointe de l'Inde et de la France. Cette réunion a démontré que nous étions collectivement prêts à saisir l'opportunité sans précédent que l'énergie solaire offre à nos pays.

La déclaration politique qui nous a rassemblés à Paris (la déclaration de Paris de l'ASI) a clairement énoncé les grands objectifs proposés pour l'Alliance. Elle a aussi mis en place un Comité directeur, ouvert à tous les pays intéressés, pour fournir les orientations initiales. Deux réunions de ce Comité ont déjà eu lieu.

Il est désormais temps de marquer une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.

Le processus de consultation visant à établir ce nouveau partenariat devant s'accélérer, nous invitons votre gouvernement à désigner un référent national pour l'Alliance Solaire internationale dans votre capitale. Toutes les informations nécessaires doivent être communiquées afin que tous les référents puissent effectivement participer au 3e Comité directeur qui se tiendra à New York le 21 avril 2016.

Au regard des résultats obtenus lors des deux premiers comités, la France et l'Inde ont conjointement élaboré des propositions structurant les activités de l'Alliance et le processus de consultation. Nous invitons votre gouvernement à nous faire part de vos réactions sur les documents joints à ce courrier. Nous proposons également de vous joindre aux étapes initiales des premiers Programmes que nous nous proposons de lancer dans le cadre de l'ASI.

Nous avons l'honneur de vous inviter à un événement dédié à l'Alliance Solaire internationale à New York le 22 avril 2016. Il se déroulera de 11h30 à 12h30 au siège des Nations unies, en marge de la cérémonie de signature de l'Accord de Paris sur le changement climatique. A cette occasion, nous ferons un point d'étape sur les progrès de l'Alliance, et dans la poursuite de la déclaration de Paris, les pays volontaires lanceront les premières démarches pour définir les futures activités des Programmes de l'Alliance solaire. Cela sera une étape importante en vue d'organiser une conférence fondatrice de l'Alliance prochainement à New Delhi.

Veillez accepter, Madame, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Piyush Goyal,
Ministre de l'Énergie, du Charbon
et des Énergies nouvelles
et renouvelables

Ségolène Royal,
Ministre de l'Environnement, de
l'Énergie et de la Mer, en charge des
relations internationales sur le climat
Présidente de la COP-21

LISTE DES PARTICIPANTS

le 30 novembre 2015

Chefs d'État et de gouvernement ou leurs représentants

- Bénin : Boni Yayi, président
- Bolivie : Evo Morales Ayma, président
- Chili : Michelle Bachelet, présidente
- Cameroun : Paul Biya, président
- Comores : Ikililou Dhoinine, président
- Djibouti : Ismaël Omar Guelleh, président
- Guinée : Alpha Conde, président
- Guinée équatoriale : Tedoró Obiang Nguema Mbasogo, président
- Indonésie : Joko Widodo, président
- Madagascar : Hery Rajaonarimampianina, président
- Maurice : Ameenah Gurib-Fakim, présidente
- Nigeria : Muhammadu Buhari, président
- Namibie : Hage Geingob, président
- République démocratique du Congo : Joseph Kabila, président
- Sénégal : Macky Sall, président
- Sri Lanka : Maithripala Sirisena, président
- Tchad : Idriss Deby Itno, président
- Angola : Manuel Vicente, vice-président
- Burundi : Joseph Butore, vice-président
- Ghana : John Dramani Mahama, vice-président
- Liberia : Joseph Boakai, vice-président
- Éthiopie : Hailemariam Dessalegn, premier ministre
- Fidji : Josia Voreqe Bainimarama, premier ministre
- Mozambique : Carlos Agostinho do Rosario, premier ministre
- Ouganda : Edward Ssekandi, vice-président
- Papouasie-Nouvelle-Guinée : Peter O'Neill, premier ministre
- Pays-Bas : Mark Rutte, premier ministre
- Centrafrique : Mahamat Kamoun, premier ministre
- Tuvalu : Enele Sopoaga, premier ministre
- Bangladesh : Anwar Hossain Manju, ministre de l'Environnement
- Birmanie : Win Tun, ministre de la Conservation environnementale et de la Forêt
- Émirats arabes unis : Rashid Ahmad Bin Fahd, ministre de l'Environnement
- États-Unis : John Kerry, secrétaire d'État
- Jamaïque : Arnold J. Nicholson, ministre des Affaires étrangères
- Malaisie : Azizan Bin Ahmad, secrétaire général du ministère de l'Environnement
- Maldives : Thorig Ibrahim, ministre de l'Environnement
- Soudan : Hassan Abdel Qader Hilal, ministre de l'Environnement
- Zambie : Barnaby Mulenga, secrétaire permanent

Sont également représentés le Brunei, le Burkina Faso, le Salvador, la Guyane, les Seychelles, l'Érythrée et Singapour.

Représentants du secteur privé

- Euronext : Anthony Attia, CEO
- Akuo Energy : Jean Ballardras, CEO
- Neoen : Xavier Barbaro, CEO
- Energy Pool : Olivier Baud, CEO
- Engie : Valérie Bernis, directrice générale adjointe, en charge des communications, marketing et responsabilité environnementale et sociétale

- National Engineering Industries Limited /CK BIRLA : Rohit Saboo, CEO
- John Locke Investments : François Bonnin, CEO
- Engie : Hervé Casterman, directeur environnement
- Engie : Anne Chassagnette, directrice de la responsabilité environnementale et sociétale
- Tata Steel Ltd. : Chanakya Chaudhary, Group Director and Corporate Communication & Regulatory Affairs
- Bharat Light & Power : Tejpreet S. Chopra, CEO
- JP Morgan (France) : Kyril Courboin, CEO
- Paris Europlace : Arnaud de Bresson, CEO
- Schneider Electric : Amaury de Varax, Global Account Director
- HSBC France : Gilles Denoyel, Deputy CEO
- ERAFP : Philippe Desfosses, CEO
- Constructions industrielles de la Méditerranée (CNIM) : Nicolas Dmitrieff, président du directoire
- Orrick : Jean-Jacques Essombe, CEO & partner
- Engie : Christine Fedigan, Head Corporate Climate Policy
- Assocham : Tirthankar Goyal, CEO
- Engie : Gwénaëlle Huet, directeur énergies nouvelles
- SolaireDirect : Philippe Humbert, conseiller du président
- CEA : Anis Jouini, directeur du département des technologies solaires
- Apollo Hospitals Enterprises Limited : Shobana Kamineni, Executive Vice-Chairperson
- Sun Group of Companies : Uday Khemka, Vice-Chairman
- Engie : Isabelle Kocher, directeur général délégué, en charge des opérations
- Mirova : Céline Lauverjat, CEO
- SolaireDirect : Thierry Lepercq, CEO
- Ines : Philippe Malbranche, directeur général
- Engie : Gérard Mestrallet, CEO
- CII : Ramesh Mulye, Strategic Advisor to France
- Hero Motocorp : Pawan Munjal, CEO
- Blackrock : Teresa O'Flynn, Managing Director
- Omex : Frédéric Prevost-Allard
- Syndicatum : Assaad Razzouk, Group CEO and co-founder and member
- Engie : Elisabeth Richard, CEO Futures Énergies
- Fortum : Matti Ruotsala, COO
- Renew Power Ventures : Sumant Sinha, CEO
- SolarPV.TV : Tomasz Slusarz, CEO
- Suzlon Energy : Tulsi Tanti, CEO
- Momentys : Jean-Louis Trarieux, CEO
- Ossiam : Julien Valarche, Investment Solutions Manager
- Solar Century : Frans Van Den Heuvel, CEO
- Areva : Philippe Varin, président du conseil d'administration
- Enel Green Power : Francesco Venturini, CEO
- SolarPower Europe : James Watson, président
- Solar Power Developers Association : Shekhar Dutt
- Confederation of Indian Industry : Naushad Forbes
- Confederation of Indian Industry : Sumit Mazumder
- Confederation of Indian Industry : Rajesh Menon
- Confederation of Indian Industry : Chandrajit Banerjee
- Confederation of Indian Industry : Soma Banerjee



CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
COP21·CMP11